



CONTACT

TEL.

FAX

E-MAIL @just.fgov.be

ADRESSE boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles

DATE 19 11 2014

COPIE

ANNEXE

NOS REF.

ROJ/33

VOS REF.

OBJET **CIRCULAIRE 235** – PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LA POLICE FEDERALE ET LE SPF JUSTICE RELATIF A LA DESTRUCTION PAR
UTILISATION DES MUNITIONS SAISIES COMME MUNITIONS D'EXERCICE

Le président du comité de direction

à

**monsieur le premier président de la Cour de cassation
monsieur le procureur général près la Cour de cassation
messieurs les premiers présidents des cours d'appel
mesdames et messieurs les premiers présidents des cours
du travail
messieurs les procureurs généraux près les cours d'appel
monsieur le procureur fédéral**

**À l'attention de mesdames et messieurs les référendaires
et juristes de parquet, greffiers en chef et
secrétaires en chef et membres du
personnel judiciaire**

Contexte

Dans le cadre des nombreuses actions entreprises pour mieux maîtriser les dépenses en matière de frais de justice et par conséquent pouvoir les endiguer, l'aspect lié à la conservation, à l'évacuation et à la destruction des pièces à conviction, et plus particulièrement les munitions, est aussi examiné à la loupe. L'attention prêtée au bien-être et aux conditions de travail des travailleurs sur le terrain, ainsi que l'encadrement logistique, constituent également des éléments qui jouent un rôle dans les actions qui sont entreprises par rapport à ces pièces à conviction.



Objet de la circulaire

Le protocole d'accord qui fait l'objet de la présente circulaire s'inscrit dans le cadre du protocole d'accord plus large entre la Défense et la Justice qui vise à régler la question de l'évacuation et de la destruction des munitions. Ce dernier a un statut définitif et est soumis à la signature des ministres respectifs.

Le protocole entre la police fédérale et le SPF Justice, qui fait donc l'objet de la présente circulaire, permet de céder aux responsables d'arrondissement intéressés de la police fédérale les munitions de petit calibre du type utilisé par la police - prêtes à être évacuées et détruites - pour les utiliser comme munitions d'exercice et ainsi assurer leur destruction effective. Toutes les munitions cédées à la police ne doivent donc plus être détruites par le SEDEE contre paiement.

Il s'agit d'une opération win-win entre les deux entités puisqu'elle n'engendre aucun coût.

Vous trouverez en annexe une copie de ce protocole d'accord dans les deux langues nationales.

Modalités pratiques

La cession porte sur des munitions de petit calibre saisies et confisquées sur décision judiciaire et utilisables par la police locale et fédérale. Elle intervient au niveau de l'arrondissement.

Lors du dépôt de pièces à conviction au greffe, parmi lesquelles des munitions, il est par conséquent conseillé pour des raisons pratiques de dresser un inventaire séparé et donc de prévoir une numérotation séparée pour les munitions. Cela permettra ultérieurement de sélectionner plus rapidement les munitions pour les détruire et les céder éventuellement à la police fédérale comme munitions d'exercice.

Les greffes qui disposent actuellement de munitions de petit calibre prêtes à être évacuées et détruites peuvent donc contacter les responsables d'arrondissement repris à l'annexe 2 du protocole de la police fédérale.

Dans le mois de calendrier à compter de la demande du greffe concerné, le responsable d'arrondissement de la police fédérale ou son délégué se rend au greffe pour déterminer quelles munitions proposées peuvent encore servir de munitions d'exercice. Le retrait des munitions retenues est alors organisé. Tout se déroule conformément à la réglementation en vigueur relative à la sécurité au travail, au transport AR et à la législation environnementale.

Preuve de cession des munitions

Pour chaque cession de munitions entre la Justice et la police fédérale, un document de cession (annexe 3 du protocole) qui doit au moins mentionner le type et la quantité de munitions cédées doit être rédigé en 2 exemplaires. Ainsi, si d'autres précisions peuvent être apportées (numéro de l'affaire pénale par exemple), il est recommandé de mentionner également ces informations sur le document.

Le document doit être daté et signé par l'entité qui cède les munitions et l'entité qui en prend possession. La gestion et la responsabilité des munitions qui font l'objet de la cession sont aussi effectivement cédées par l'apposition de ces signatures.

Il va sans dire que le document de cession ou une copie de ce document doit soigneusement être conservé(e) au greffe, de manière à pouvoir retracer le parcours des munitions. Dans le cas où les munitions



cédées peuvent clairement être associées à un dossier pénal, le document de cession ou la copie de ce document est conservé(e) dans ce dossier.

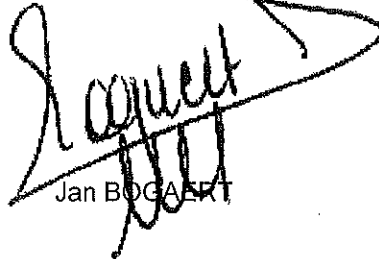
Durée du protocole

Cet accord est conclu pour une durée d'1 an à compter de la date de signature, mais est tacitement reconductible.

Je vous saurais gré de bien vouloir diffuser autant que possible les modalités de ce protocole d'accord au sein de vos services et veiller à ce qu'il soit effectivement appliqué. Cela permettra déjà de contribuer à une gestion plus dynamique des pièces à conviction et de limiter au maximum les risques liés au stockage inutile de munitions, qui peuvent au fond être évacuées et détruites.

La police fédérale a de son côté déjà informé les responsables d'arrondissement de ce protocole d'accord. Nous pouvons donc nous attendre à une bonne coopération avec ces services.

Le directeur général de l'Organisation judiciaire



Jan BOGAERT

<p align="center">Protocole d'accord entre le Service Public Fédéral Justice et la Police Fédérale concernant la destruction par utilisation de munitions saisies</p>
--

Entre:

D'une part, le Ministre de la Justice, représenté par le Directeur-général du Directorat- général de l'Organisation Judiciaire, Chaussée de Waterloo 115, 1000 – Bruxelles.

Nommé ci-dessous : Justice,

Et

D'autre part, la Police Fédérale, Direction générale de la Gestion des Ressources et de l'Information, Direction de la Logistique, Avenue de la Couronne 145A, 1050 – Bruxelles,

Nommé ci-dessous: Police Fédérale,

Il a été convenu que:

Article 1: La Justice, par décision judiciaire, donnera gratuitement les munitions de petits calibres saisies et confisquées et utilisables par la Police Fédérale, Locale ou école de police, à la Police Fédérale afin de les détruire en les utilisant.

Article 2: La Police Fédérale enlèvera les munitions mises à disposition (sans facturation de coût), les distribuera et les utilisera pour la formation des membres du personnel de police.

Article 3: Modalités pratiques

- a. Le transfert des munitions a lieu au niveau de l'arrondissement. Les responsables de l'arrondissement de Justice, dont la liste figure à l'annexe 1, prennent contact avec les responsables logistiques de la Police Fédérale, dont la liste figure en annexe 2. Ils déterminent ensemble les modalités d'exécution de transfert qui ne sont pas prévues dans le protocole.
- b. La Police Fédérale détermine quelles munitions sont utilisables ou non. Les munitions inutilisables restent à la disposition des entités judiciaires de la Justice.
- c. Sauf accord contraire, la Police Fédérale s'engage à venir chercher les munitions utilisables le mois calendrier suivant la demande du responsable d'arrondissement.
- d. La Police Fédérale s'engage, également, à exécuter l'enlèvement, le transport, le stockage ainsi que l'utilisation des munitions dans le respect de la réglementation relative à la sécurité au travail, au transport ADR et à la législation environnementale.
- e. Pour chaque transfert entre la la Justice et la Police Fédérale, un document de transfert sera établi et signé par les deux parties au moment de l'enlèvement. Le modèle du document est joint en annexe 3 du protocole.
A partir de la signature de ce document, il y a aussi un transfert de gestion de biens.

Article 4: Ce protocole est conclu pour une période d'un an, à compter de la date de signature. Il est reconduit tacitement chaque année. La Justice ainsi que la Police Fédérale peuvent résilier cet accord moyennant un délai de préavis d'un mois, signifié par écrit.

Article 5: S'il y a d'éventuels conflits, un règlement à l'amiable est présenté au Directeur-général de l'Organisation Judiciaire et au Directeur de la Logistique, qui tenteront de trouver ensemble une solution satisfaisante.

Article 6: Dans le cas de dommages causés par le personnel de la Police Fédérale sur les moyens matériels de la Justice ou de dommages causés par le personnel de la Justice sur les moyens matériels de la Police Fédérale, un dossier sinistre sera établi et transmis pour décision au « service contentieux » des deux parties.

Article 7: Responsabilité civile

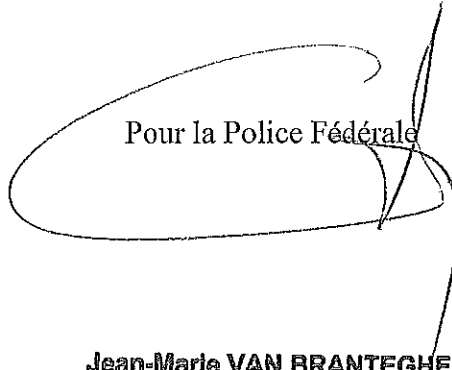
La responsabilité civile pour les dégâts, causés aux munitions ou par les munitions, est supportée par la partie responsable de la gestion au moment du dommage, à l'exception, le cas échéant, du recours à des tiers. La responsabilité civile, dans ce cas, est déterminée conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur pour chaque partie.

Fait à Bruxelles le.....

Pour le SPF Justice



Pour la Police Fédérale



Jean-Marie VAN BRANTEGHEM
Directeur-generaal
Algemene Directie van het Middelenbeheer en de Informatie
Directeur général
Direction Générale de la gestion des Ressources et de l'information

Responsables Arrondissement Justice
Liste avec les autorités judiciaires

Province	Adresse
Antwerpen	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Turnhout, Correctionele griffie Kasteelplein 1 2300 Turnhout
	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Antwerpen, Correctionele griffie Bolivarplaats 20 bus 1 2000 Antwerpen
	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Mechelen, Correctionele griffie Keizerstraat 20 2800 Mechelen
Brussel NL	Nederlandstalige Rechtbank van eerste aanleg Correctionele griffie Wolstraat 25 1000 Brussel
Bruxelles FR	Tribunal Francophone de première instance Greffes Correctionnel Palais de Justice Place Poelaert 1 1000 Bruxelles
Eupen	Tribunal de première instance Eupen Greffes correctionnel Rathausplatz 8 4700 Eupen
Hainaut	Tribunal de première instance Hainaut Division Mons, Greffe correctionnel Rue de Nimy 35 7000 Mons
	Tribunal de première instance Hainaut Division Tournai, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 5 7500 Tournai
	Tribunal de première instance Hainaut Division Charleroi, Greffe correctionnel Palais de Justice Avenue General Michel 6000 Charleroi
Leuven	Rechtbank van eerste aanleg Leuven Correctionele griffie Smoldersplein 5 3000 Leuven

Liège	Tribunal de première instance Liège Division Liège, Greffe correctionnel Rue de Bruxelles 2/0003 4000 Liège
	Tribunal de première instance Liège Division Verviers, Greffe correctionnel Rue du Tribunal 4 4800 Verviers
	Tribunal de première instance Liège Division Huy, Greffe correctionnel Nouveau Palais de Justice Quai D'Arona 4 4500 Huy
Limburg	Rechtbank van eerste aanleg Limburg Afdeling Tongeren, Correctionele griffie Pieelpoel 10 3700 Tongeren
	Rechtbank van eerste aanleg Limburg Afdeling Hasselt, Correctionele griffie Parklaan 25 bus 2 3500 Hasselt
Luxembourg	Tribunal de première instance Luxembourg Division Marche-en-famenne, Greffe correctionnel Rue Victor Libert 9 6900 Marche-en-Famenne
	Tribunal de première instance Luxembourg Division Neufchâteau, Greffe correctionnel Place Charles Bergh 1 6840 Neufchâteau Tribunal de première instance Luxembourg Division Arlon, Greffe correctionnel Place Schalbert 6700 Arlon
Namur	Tribunal de première instance Namur Division Namur, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 4 5000 Namur
	Tribunal de première instance Namur Division Dinant, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 6 5500 Dinant
Oost-Vlaanderen	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Gent, Correctionele griffie Opgeëistenlaan 401 A 9000 Gent
	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Dendermonde, Correctionele griffie Justitieplein 1 9200 Dendermonde

	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Oudenaarde, Correctionele griffie Bourgondiëstraat 5 9700 Oudenaarde
Waals-Brabant	Tribunal de première instance Brabant-Wallon Division Nivelles, Greffe correctionnel Place Albert 1er 173 1400 Nivelles
West-Vlaanderen	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Ieper, Correctionele griffie Grote Markt 1 8900 Ieper
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Brugge, Correctionele griffie Kazernevest 3 8000 Brugge
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Kortrijk, Correctionele griffie Burg. Nolfstraat 10A 8500 Kortrijk
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Veurne, Correctionele griffie P. Benoîtlaan 2 8630 Veurne

Responsables arrondissement Police Fédérale

1. Algemeen invalspunt – Point de contact général
Directie van de Logistiek – Direction de la Logistique
Kroonlaan 145A – Avenue de la Couronne 145A
1050 – Brussel – 1050-Bruxelles
02/642 64 78
2. Arrondissement West- Vlaanderen
Dienstencentrum Brugge
Zandstraat 148
8200 – Brugge
050/45.77.11
3. Arrondissement Oost- Vlaanderen
Dienstencentrum Gent
Groendreef 181
9000 – Gent
09/237.13.31
4. Arrondissement Antwerpen
Dienstencentrum Antwerpen
Boomsesteenweg 180
2610 – Antwerpen (wilrijk)
03/829.71.02
5. Arrondissement Limburg
Dienstencentrum Hasselt
Luikersteenweg 228
3500 – Hasselt
011/28.73.31
6. Arrondissement Liège (+ Région Germanophone)
Centre de Services de Liège
Rue Verte Voie 1
4041 – Liège
04/228.66.07
7. Arrondissement Namur
Centre de Services de Namur
Rue Bertrand Janquin 70
5100 – Namur
081/32.33.03
8. Arrondissement Hainaut
Centre de Services de Mons
Chemin de la Procession 188

7000 – Mons
065/37.63.02

9. Arrondissement Luxembourg
Centre de Services d'Arlon
Rue de Neufchateau 132
6700 – Arlon
063/21.43.31

10. Arrondissementen Brussel/Bruxelles, Brabant-Wallon, Leuven en Halle/Vilvoorde
Dienstencentrum Brussel – Centre de Services de Bruxelles
Luchtmachtlaan 10 - Avenue de la Force Aérienne 10
1040 – Brussel/Bruxelles
02/642.69.47

Certificat de transfert pour munitions

Justice, représenté par

(nom, fonction, entité juridique pour laquelle il/elle est responsable).....

Charge le..... (date) de transférer les munitions concernées à la
Police Fédérale, représenté par

.....,

Pour destruction.

Type de munition (+ si possible numéro du dossier judiciaire)	Quantité

Conformément aux articles 3 et 7 du protocole d'accord datant du xx/xx/2014, la signature de ce document entraîne aussi un transfert de gestion des munitions cédées et par là-même la responsabilité qui en découle.

Pour cession

Pour reprise

.....
Signature, nom et fonction

.....
Signature, nom et fonction

<p align="center">Protocolakkoord tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de Federale Politie met betrekking tot de vernietiging door gebruik van in beslag genomen munitie</p>

Tussen:

Eenzijds, de Minister van Justitie, vertegenwoordigd door de Directeur-generaal van het Directoraat Generaal Rechterlijke Organisatie, Waterloolaan 115, 1000 – Brussel,
Hierna Justitie genoemd,

En

Anderzijds, de Federale Politie, Algemene directie van het Middelenbeheer en de Informatie, Directie van de Logistiek, Kroonlaan 145A, 1050 – Brussel,
Hierna Federale Politie genoemd, ...

Is overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Justitie zal de bij gerechtelijk beslissing in beslag genomen en verbeurd verklaarde munitie van klein kaliber en bruikbaar door de Federale of Lokale Politie of door een politieschool, gratis aan de Federale Politie ter beschikking stellen met het oog op de vernietiging van die munitie door ze te verschietsen.

Artikel 2: De Federale Politie zal de ter beschikking gestelde munitie ophalen (zonder aanrekening van kosten), verdelen en gebruiken voor de training van het politiepersoneel.

Artikel 3: Praktische modaliteiten

- a. De overdracht van munitie gebeurt op arrondissementeel niveau. De arrondissementele verantwoordelijken van Justitie, waarvan een opsomming gegeven wordt als bijlage 1, nemen contact op met de logistieke verantwoordelijken van de Federale Politie, waarvan als bijlage 2 een lijst weernomen werd. Ze bepalen gezamenlijk de niet in dit protocol opgelegde uitvoeringsmodaliteiten van de overdracht.
- b. De Federale Politie bepaalt welke munitie bruikbaar is en welke niet. De niet bruikbare munitie blijft ter beschikking van de gerechtelijke entiteiten van Justitie.
- c. Tenzij anders overeengekomen, engageert de Federale Politie zich om de bruikbare munitie op te halen binnen de kalendermaand na de aanvraag van de arrondissementele verantwoordelijke.
- d. De Federale Politie engageert zich daarbij eveneens om de ophaling, het transport, de opslag en het gebruik van de munitie uit te voeren met respect van de regelgeving met betrekking tot de arbeidsveiligheid, het ADR-transport en de milieuwetgeving.
- e. Voor elke overdracht van munitie tussen Justitie en de Federale Politie, wordt een overdrachtdocument opgesteld en door beide partijen ondertekend op het ogenblik van de afhaling. Het model van overdracht is als bijlage 3 aan dit protocol gevoegd. Vanaf ondertekening van dit document is er dus ook een overdracht qua beheer van de overgedragen goederen.

Artikel 4: Dit protocol is afgesloten voor de duur van één jaar, ingaand op de dag van ondertekening. Het wordt jaarlijks stilzwijgend vernieuwd.
Zowel Justitie als de Federale Politie kunnen dit protocol opzeggen mits een schriftelijk betekende vooropzeg van één maand.

Artikel 5: Eventuele ernstige geschillen worden in voorkomend geval en met het oog op een minnelijke regeling voorgelegd aan de Directeur -generaal Rechterlijke Organisatie en de directeur van de Directie van de Logistiek, die samen zullen trachten om tot een adequate oplossing te komen.

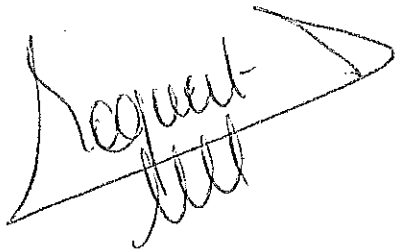
Artikel 6: In geval van schade toegebracht door personeel van de Federale Politie aan de materiele middelen van Justitie of schade toegebracht door het personeel van Justitie aan de materiele middelen van de Federale Politie, wordt een schadedossier opgesteld en voor beslissing overgemaakt aan de bevoegde dienst "Geschillen" van beide partijen.

Artikel 7: Burgerlijke aansprakelijkheid

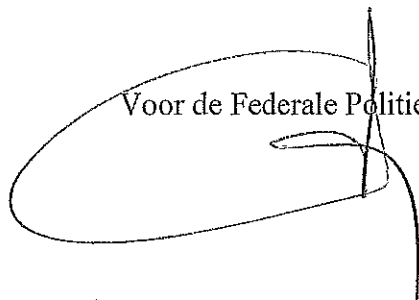
De burgerlijke aansprakelijkheid voor de schade, veroorzaakt aan de munitie en door die munitie, wordt gedragen door de partij die verantwoordelijk is voor het beheer op het ogenblik van de schade, behoudens, in voorkomend geval, verhaal op de aansprakelijke derden. De burgerlijke aansprakelijkheid wordt hierbij geregeld overeenkomstig de op elke partij van toepassing zijnde wettelijke en reglementaire bepalingen

Opgemaakt te Brussel op

Voor de FOD Justitie



Voor de Federale Politie



Jean-Marie VAN BRANTEGHEM
Directeur-generaal
Algemene Directie van het Middelenbeheer en de Informatie
Directeur général
Direction Générale de la gestion des Ressources et de l'information

Arrondissementele verantwoordelijken Justitie
Lijst met gerechtelijke autoriteiten (griffies)

Provincie	Adres
Antwerpen	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Turnhout, Correctionele griffie Kasteelplein 1 2300 Turnhout
	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Antwerpen, Correctionele griffie Bolivarplaats 20 bus 1 2000 Antwerpen
	Rechtbank van eerste aanleg Antwerpen Afdeling Mechelen, Correctionele griffie Keizerstraat 20 2800 Mechelen
Brussel NL	Nederlandstalige Rechtbank van eerste aanleg Correctionele griffie Wolstraat 25 1000 Brussel
Bruxelles FR	Tribunal Francophone de première instance Greffes Correctionnel Palais de Justice Place Poelaert 1 1000 Bruxelles
Eupen	Tribunal de première instance Eupen Greffes correctionnel Rathausplatz 8 4700 Eupen
Hainaut	Tribunal de première instance Hainaut Division Mons, Greffe correctionnel Rue de Nimy 35 7000 Mons
	Tribunal de première instance Hainaut Division Tournai, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 5 7500 Tournai
	Tribunal de première instance Hainaut Division Charleroi, Greffe correctionnel Palais de Justice Avenue General Michel 6000 Charleroi
Leuven	Rechtbank van eerste aanleg Leuven Correctionele griffie Smoldersplein 5 3000 Leuven

Liège	Tribunal de première instance Liège Division Liège, Greffe correctionnel Rue de Bruxelles 2/0003 4000 Liège
	Tribunal de première instance Liège Division Verviers, Greffe correctionnel Rue du Tribunal 4 4800 Verviers
	Tribunal de première instance Liège Division Huy, Greffe correctionnel Nouveau Palais de Justice Quai D'Arona 4 4500 Huy
Limburg	Rechtbank van eerste aanleg Limburg Afdeling Tongeren, Correctionele griffie Piepelpoel 10 3700 Tongeren
	Rechtbank van eerste aanleg Limburg Afdeling Hasselt, Correctionele griffie Parklaan 25 bus 2 3500 Hasselt
Luxembourg	Tribunal de première instance Luxembourg Division Marche-en-famenne, Greffe correctionnel Rue Victor Libert 9 6900 Marche-en-Famenne
	Tribunal de première instance Luxembourg Division Neufchâteau, Greffe correctionnel Place Charles Bergh 1 6840 Neufchâteau Tribunal de première instance Luxembourg Division Arlon, Greffe correctionnel Place Schalbert 6700 Arlon
Namur	Tribunal de première instance Namur Division Namur, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 4 5000 Namur
	Tribunal de première instance Namur Division Dinant, Greffe correctionnel Place du palais de Justice 6 5500 Dinant
Oost-Vlaanderen	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Gent, Correctionele griffie Opgeëistenlaan 401 A 9000 Gent
	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Dendermonde, Correctionele griffie Justitieplein 1 9200 Dendermonde

	Rechtbank van eerste aanleg Oost-Vlaanderen Afdeling Oudenaarde, Correctionele griffie Bourgondiëstraat 5 9700 Oudenaarde
Waals-Brabant	Tribunal de première instance Brabant-Wallon Division Nivelles, Greffe correctionnel Place Albert 1er 173 1400 Nivelles
West-Vlaanderen	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Ieper, Correctionele griffie Grote Markt 1 8900 Ieper
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Brugge, Correctionele griffie Kazernevest 3 8000 Brugge
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Kortrijk, Correctionele griffie Burg. Nolfstraat 10A 8500 Kortrijk
	Rechtbank van eerste aanleg West-Vlaanderen Afdeling Veurne, Correctionele griffie P. Benoitlaan 2 8630 Veurne

Arrondissementele verantwoordelijken Federale Politie

1. Algemeen invalspunt – Point de contact général
Directie van de Logistieke Direction de la Logistique
Kroonlaan 145A – Avenue de la Couronne 145A
1050 – Brussel – 1050 Burxelles
02/642 64 78
2. Arrondissement West-Vlaanderen
Dienstencentrum Brugge
Zandstraat 148
8200 – Brugge
050/45.77.11
3. Arrondissement Oost- Vlaanderen
Dienstencentrum Gent
Groendreef 181
9000 – Gent
09/237.13.31
4. Arrondissement Antwerpen
Dienstencentrum Antwerpen
Boomssteenweg 180
2610 – Antwerpen (wilrijk)
03/829.71.02
5. Arrondissement Limburg
Dienstencentrum Hasselt
Luikersteenweg 228
3500 – Hasselt
011/28.73.31
6. Arrondissement Liège (+ Duitstalig Gewest)
Centre de Services de Liège
Rue Verte Voie 1
4041 – Liège
04/228.66.07
7. Arrondissement Namur
Centre de Services de Namur
Rue Bertrand Janquin 70
5100 – Namur
081/32.33.03
8. Arrondissement Hainaut
Centre de Services de Mons
Chemin de la Procession 188

7000 – Mons
065/37.63.02

9. Arrondissement Luxembourg
Centre de Services d'Arlon
Rue de Neufchateau 132
6700 – Arlon
063/21.43.31

10. Arrondissementen Brussel/Bruxelles, Brabant-Wallon, Leuven en Halle/Vilvoorde
Dienstencentrum Brussel – Centre de Services de Bruxelles
Luchtmachtlaan 10 - Avenue de la Force Aérienne 10
1040 – Brussel/Bruxelles
02/642.69.47

Overdrachtbewijs voor munitie

Justitie, vertegenwoordigd door

(naam, functie, juridische entiteit waarvoor hij/zij verantwoordelijk

is).....

Draagt op *(datum)* de hierna vermelde munitie over aan de
Federale Politie, vertegenwoordigd door

.....,
met het oog op de vernietiging door verschieting.

Type munitie (+ zo mogelijk nummer gerechtelijk dossier vermelden)	Hoeveelheid

Conform artikel 3 en 7 van het protocolakkoord van xx/xx/2014 gebeurt met de ondertekening van dit document ook de overdracht qua beheer van de overgedragen munitie en bijgevolg tevens de verantwoordelijkheid.

Voor overgave

Voor overname

.....
Handtekening, naam en functie

.....
Handtekening, naam en functie